

Le Conseil supérieur des programmes veut continuer "sans entrave partisane" après les élections

Paris, 13 avr. 2017 (AFP) -

Le Conseil supérieur des programmes, créé par la loi de 2013 pour concevoir les programmes scolaires, veut poursuivre son action "sans entrave partisane" après les élections, notamment pour revoir les programmes du lycée, a-t-il indiqué jeudi.

Le travail du CSP a été mis en cause par François Fillon qui veut le supprimer, "parce que ses choix et son idéologie ont contribué à l'affaiblissement de notre système éducatif", a déclaré le candidat des Républicains le 9 mars à Besançon.

Depuis la création du CSP, les programmes sont conçus comme un acte "non partisan" qui "ne relève ni des seuls spécialistes de l'éducation, ni du Parlement, ni de l'Exécutif, mais qui implique une diversité des visions et des opinions au sujet de ce que l'on propose aux élèves d'apprendre", a défendu l'instance jeudi dans un communiqué.

Le CSP, composé d'experts, enseignants et parlementaires de gauche comme de droite, a notamment revu les programmes de maternelle, entrés en vigueur à la rentrée 2015, puis les programmes du CP à la 3ème, entrés en vigueur à la rentrée 2016, avec un an de retard. Pour la première fois, ils sont axés sur "ce que l'élève doit apprendre" et non "ce que l'enseignant doit faire".

La tâche du Conseil "est loin d'être terminée", a fait valoir le CSP, présidé par le géographe Michel Lussault. "Il faut donc que le prochain ministère" le laisse "poursuivre et amplifier son action, sans entrave partisane". "Pour produire leurs effets", il faut, selon l'instance, "une stabilité des programmes, des examens et des concours pendant au moins une décennie".

Les nouveaux programmes de l'école élémentaire et du collège avaient été rejetés par la communauté éducative lors d'un vote consultatif.

Le CSP n'a "pas toujours pu repérer et évaluer la puissance des tensions et débats existants dans certains champs disciplinaires et anticiper les usages politiques et polémiques qui instrumentalisent les savoirs scolaires", a-t-il souligné. La première mouture du programme d'histoire a notamment déclenché une levée de boucliers chez certains politiques, intellectuels et historiens.

Le CSP entend "pouvoir concevoir de nouveaux programmes" du lycée, "en posant la question de l'existence et de l'organisation des filières, de la répartition des enseignements" et de l'évaluation par le baccalauréat, ce qui nécessite "un bilan critique de la réforme de 2011".

Il veut aussi plancher sur la formation des enseignants.

Le CSP a regretté l'absence d'évaluation des forces et faiblesses des programmes en vigueur.

ang/mig/mm

Afp le 13 avr. 17 à 17 12.